



Étude sectorielle Défense

**Comprendre, financer &
accompagner les PME de la défense**



Investir dans les PME de la Défense

Les équilibres qui structuraient l'environnement international depuis plusieurs décennies ont profondément évolué. Le retour des conflits de haute intensité en Europe, avec la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, a rappelé que la capacité opérationnelle des armées dépend directement de la profondeur industrielle qui les soutient. La disponibilité des équipements, des munitions et des composants critiques n'est plus seulement un sujet de programmation militaire : elle repose sur la capacité concrète de la chaîne industrielle à produire, livrer, maintenir et régénérer dans la durée.

Les tensions récentes sur les poudres, les obus, les composants électroniques ou certaines matières stratégiques ont mis en lumière la vulnérabilité de chaînes de valeur longues, spécialisées et fortement interdépendantes. Dans cet écosystème, les PME de la Base Industrielle et Technologique de Défense occupent une place décisive. Souvent positionnées sur des savoir-faire rares ou des procédés critiques, elles peuvent conditionner la continuité d'un programme, et donc la capacité des armées à disposer des moyens nécessaires au bon moment.

Dans ce contexte, investir dans les PME de la BITD dépasse la seule logique industrielle. C'est un levier direct de souveraineté. Aux côtés de l'effort public, le financement privé devient indispensable pour permettre à ces entreprises de moderniser leurs outils, augmenter leurs capacités, recruter, sécuriser leurs approvisionnements et préparer leur transmission. La fenêtre d'action est étroite : sans renforcement rapide de leurs fonds propres, certaines PME stratégiques pourraient être fragilisées, cédées à des acteurs non souhaités ou disparaître, entraînant une perte durable de compétences critiques pour la souveraineté industrielle française.



*Benjamin Cohen,
Managing Partner d'Elevation
Capital Partners*

Qu'est-ce que la BITD ?

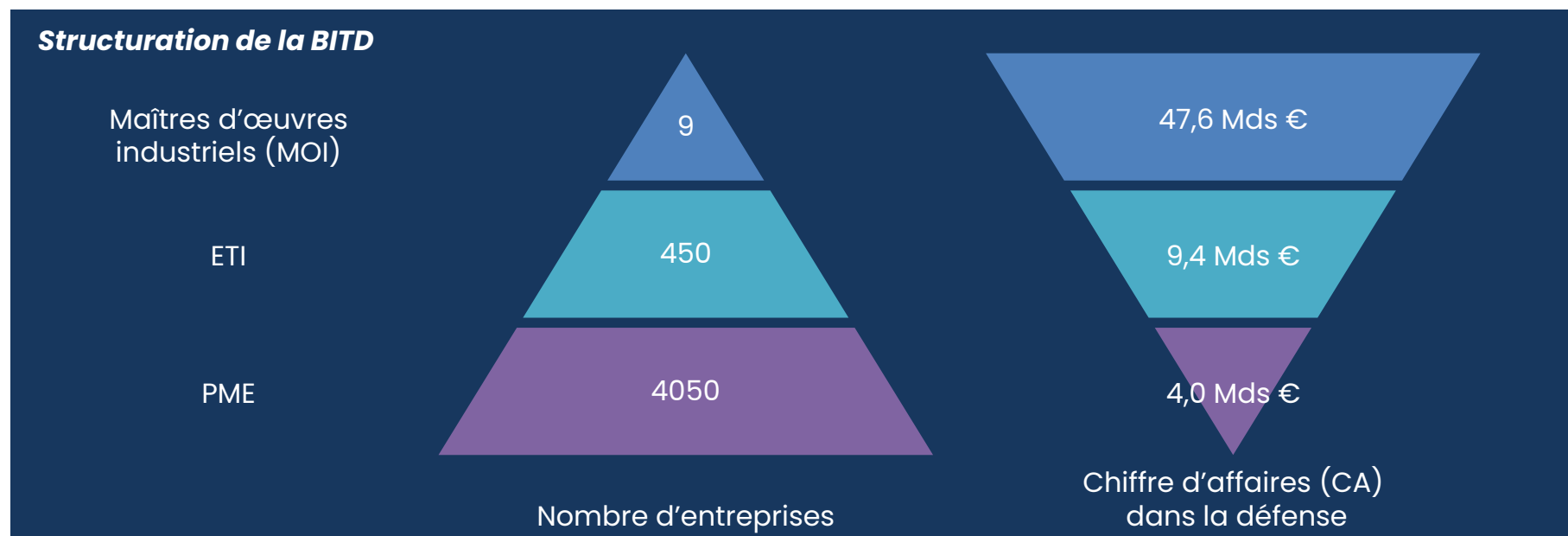
La Base Industrielle et Technologique de Défense (BITD) regroupe l'ensemble des entreprises françaises impliquées dans la conception, la production et la maintenance des équipements militaires. Elle constitue un actif stratégique clé pour la souveraineté, reposant sur un écosystème industriel structuré, intégré et hautement spécialisé.

La BITD s'organise autour de 9 grands groupes d'envergure européenne et mondiale – Thales, Safran, Airbus, Dassault Aviation, Naval Group, MBDA, Arqus, ArianeGroup et KNDS – qui pilotent les grands programmes militaires.

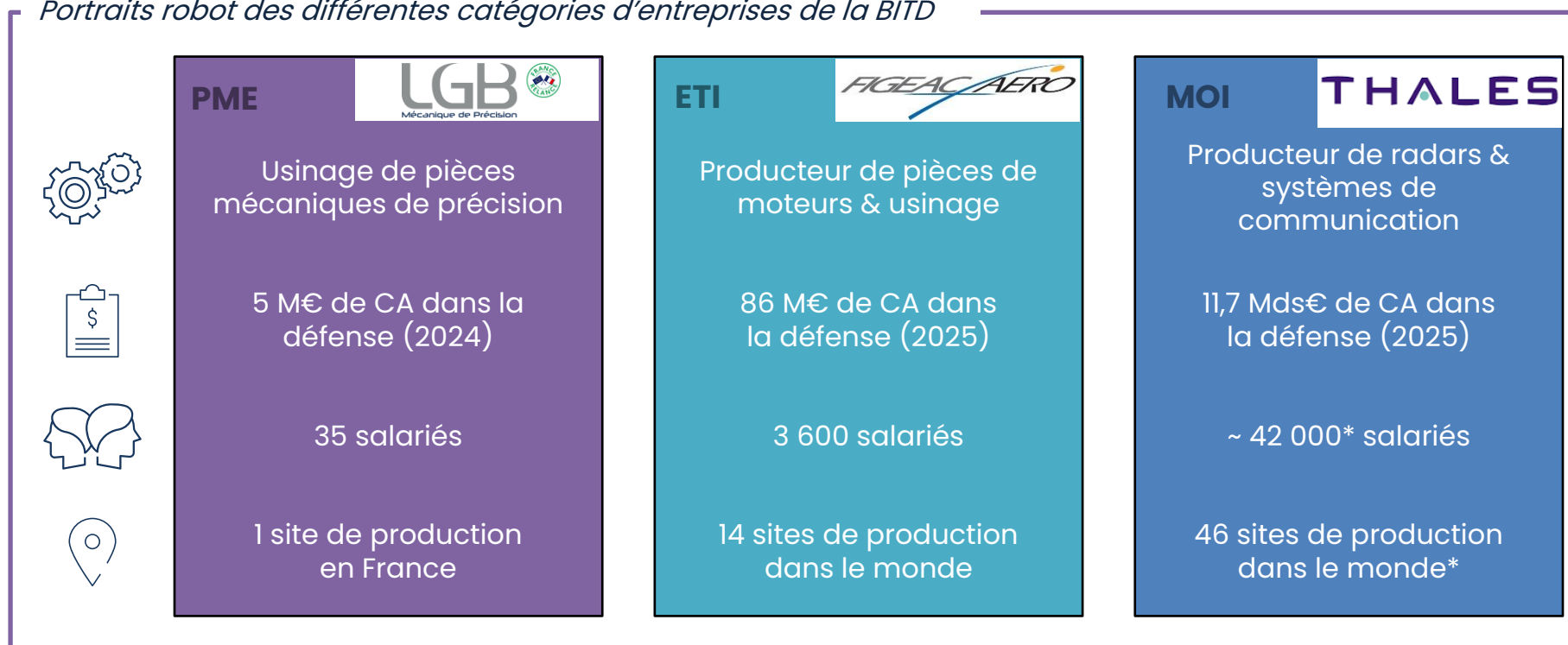
Autour de ces maîtres d'œuvre s'articule un tissu dense d'environ 4 500 entreprises, qui interviennent à tous les niveaux de la chaîne de valeur – de la fourniture de composants critiques à l'intégration de systèmes complexes.

Dans un contexte de complexification des systèmes de défense et d'allongement des cycles de développement, la BITD fonctionne comme un écosystème hiérarchisé et fortement interdépendant, où chaque niveau dépend de la performance des autres. Elle repose sur une coopération étroite entre acteurs publics et privés, condition essentielle pour assurer la continuité des programmes, préserver les compétences critiques et garantir la soutenabilité des capacités industrielles dans la durée.

Au sein de cet écosystème, les PME et ETI apportent une expertise technologique de niche, une capacité industrielle flexible et ainsi contribuent à la résilience des chaînes d'approvisionnement. Leur positionnement en fait un maillon critique de la performance globale de la BITD.



Portraits robot des différentes catégories d'entreprises de la BITD



Sources : Direction Générale de l'Armement, Ecodef, BPI France, Thales

Avec plus de 4 000 entreprises, les PME constituent le cœur du tissu industriel de la BITD. Elles sont composées majoritairement de petites et micro-entreprises*, et occupent une place centrale dans la chaîne de valeur, notamment grâce à leur rôle dans la sous-traitance et la spécialisation technologique. Deux tiers d'entre elles sont des entreprises manufacturières disposant d'un outil de production physique (usine, atelier ou ligne d'assemblage), tout en intégrant souvent une activité de bureau d'études en interne.

Près de trois quarts des PME de la BITD réalisent plus de 50 % de leur chiffre d'affaires dans la défense, traduisant une forte spécialisation sectorielle.

Ce tissu demeure marqué par une grande diversité d'acteurs, dans un environnement où les exigences en matière de capacités industrielles, de qualité d'exécution, de conformité, de cybersécurité et de solidité financière se renforcent. Cette évolution alimente déjà une dynamique progressive de structuration et de consolidation du secteur, avec des opérations de regroupement visant à faire émerger des acteurs de taille plus critique.



Il faut que le pilotage des chaînes de sous-traitance, composées de centaines de PME, soit précis et puissant, tout en réduisant les dépendances (industrielles, logistiques, géopolitiques) qu'on ne souhaite plus avoir.

Emmanuel Macron, Président de la République, Vœux aux Armées 2024



Répartition des PME de la BITD par :

Catégorie de taille*



Type d'activités



Part de leur chiffre d'affaires dans la défense



Sources : INSEE, Ecodef, BPI France, Direction Générale du Trésor

Chiffres clés

2 Mds € (3,8%) de crédits accordés budget de la défense en 2025

3 Mds € De CA à l'exportation en 2025, couvrant 8 pays

1988 - 2047 Horizon du programme

5 ans De visibilité sur le carnet de commandes

400 PME/ETI irriguées par le programme Rafale

Case Study - Le programme Rafale, illustration de la structure de la BITD

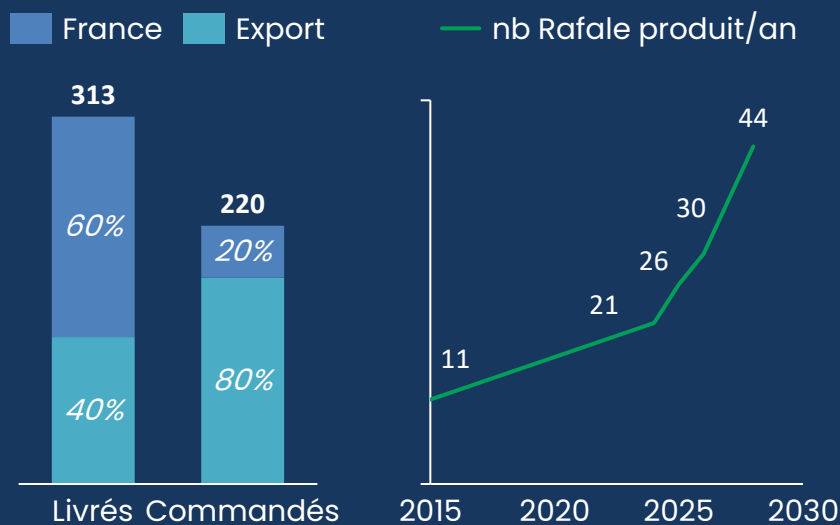
Le Rafale constitue l'un des programmes les plus structurants de la BITD française, par son ampleur, ses technologies de pointe, sa durée et son succès à l'export. Porté par Dassault Aviation, il mobilise une chaîne de valeur étendue, de la conception à la production, puis à la maintenance et aux évolutions successives de l'appareil, mobilisant un grand nombre d'acteurs industriels. À ce titre, il constitue un exemple particulièrement représentatif du fonctionnement de la BITD.

Le programme offre une visibilité industrielle de long terme. Fin 2025, Dassault Aviation affichait 313 Rafale déjà livrés depuis le lancement du programme et 220 appareils encore en carnet de commandes, porté à près de 80 % par l'export, avec 8 pays clients. Après 26 appareils livrés sur l'année, la montée en cadence est désormais engagée, avec une trajectoire vers 4 appareils par mois, illustrant l'intensification durable de l'activité sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

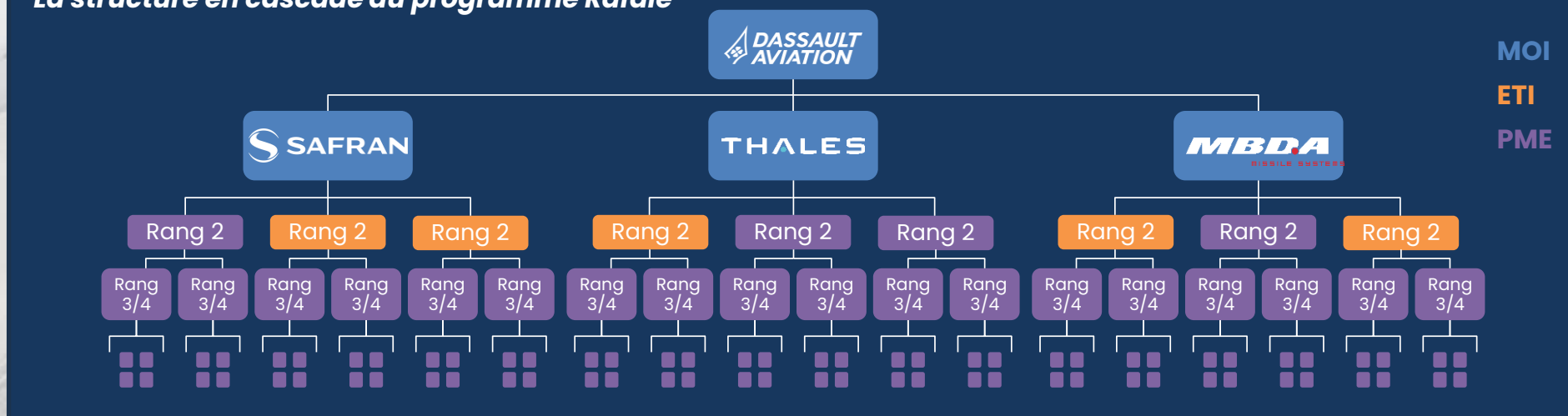
Le Rafale irrigue un large tissu industriel, composé de grands équipementiers, et de plus de 400 ETI/PME intervenant sur des composants, sous-ensembles et savoir-faire critiques. Un seul programme contribue ainsi à soutenir durablement l'activité, l'investissement et la montée en capacité d'une grande part de la filière.

Il met ainsi en évidence un point central pour la BITD : la performance d'un grand programme dépend directement de la solidité de sa chaîne de sous-traitance. Dans un écosystème où la plupart des fournisseurs sont en single-source sur des composants ou procédés critiques, le retard d'un seul maillon peut se répercuter sur l'ensemble du programme. Sécuriser les capacités industrielles, financières et opérationnelles des fournisseurs constitue donc un enjeu clé pour préserver la continuité de production et la résilience de la filière.

Rafale : succès export et montée en cadence



La structure en cascade du programme Rafale



MOI
ETI
PME

Sources : Direction Générale de l'Armement, Sénat, Dassault Aviation

Qui finance la montée en puissance de la BITD ?

Depuis 2022, la BITD connaît une forte accélération, avec une croissance annuelle des revenus estimée à +13%. Cette dynamique s'inscrit dans une trajectoire durable, portée par des carnets de commandes renforcés, des programmes militaires offrant jusqu'à 10 ans de visibilité, le dynamisme des exportations et des trajectoires de dépenses militaires françaises et européennes orientées à la hausse à horizon 2030.

Cette dynamique impose une montée en cadence rapide des capacités de production sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Pour les industriels, l'enjeu n'est plus seulement de maintenir les programmes existants, mais de produire davantage, plus vite, tout en respectant des exigences élevées de qualité, de conformité, de cybersécurité et de souveraineté industrielle.

4 à 6 Mds €

de fonds propres nécessaires à la BITD d'ici 2030, hors financement de l'innovation

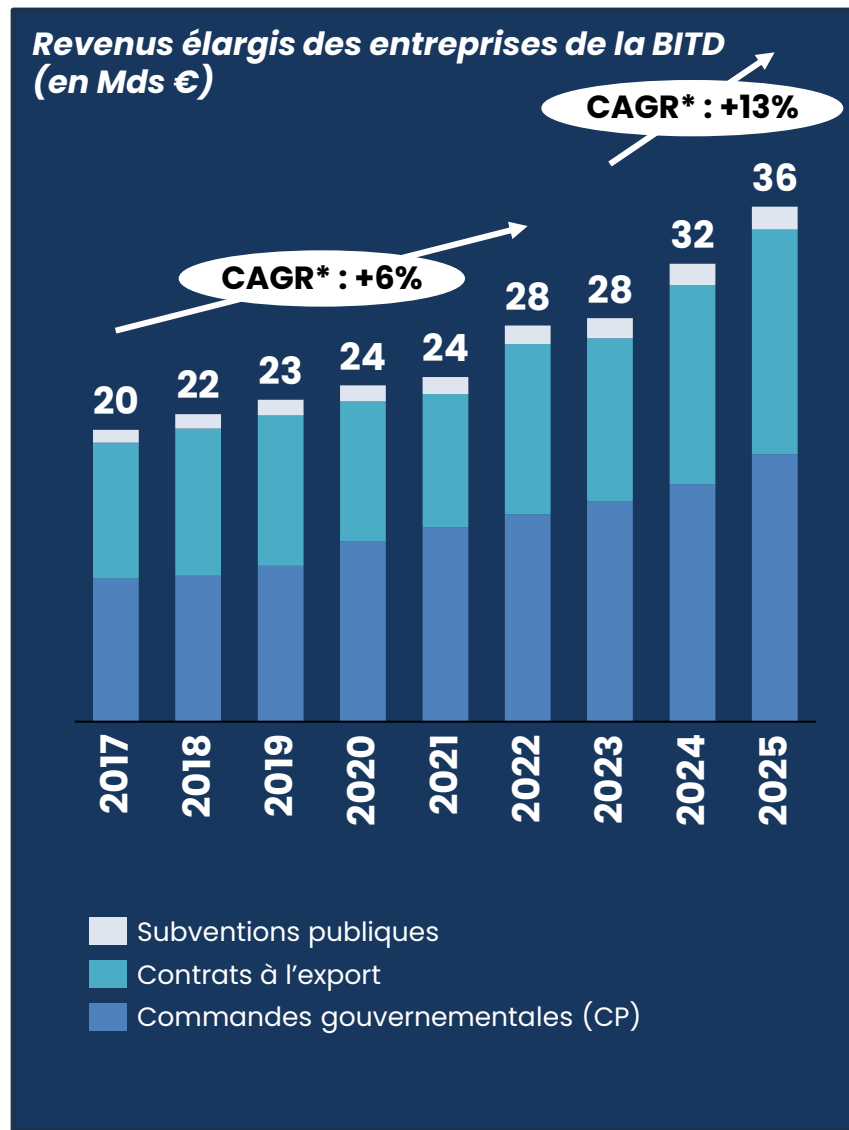
Cette montée en cadence génère des besoins de financement significatifs. Les entreprises doivent investir en amont de la croissance attendue : extension des capacités de production, modernisation des outils industriels, sécurisation des approvisionnements et renforcement du besoin en fonds de roulement.

Les besoins en fonds propres de la BITD sont ainsi estimés entre 4 et 6 Mds€ d'ici 2030, avec un enjeu particulièrement marqué pour les PME et ETI. Souvent spécialisées, exposées à un nombre limité de programmes et dotées de moyens financiers plus contraints que les grands maîtres d'œuvre, elles doivent pourtant absorber une part importante de l'effort industriel.



Il est essentiel pour nous de garantir l'accès aux financements privés pour les entreprises de la BITD

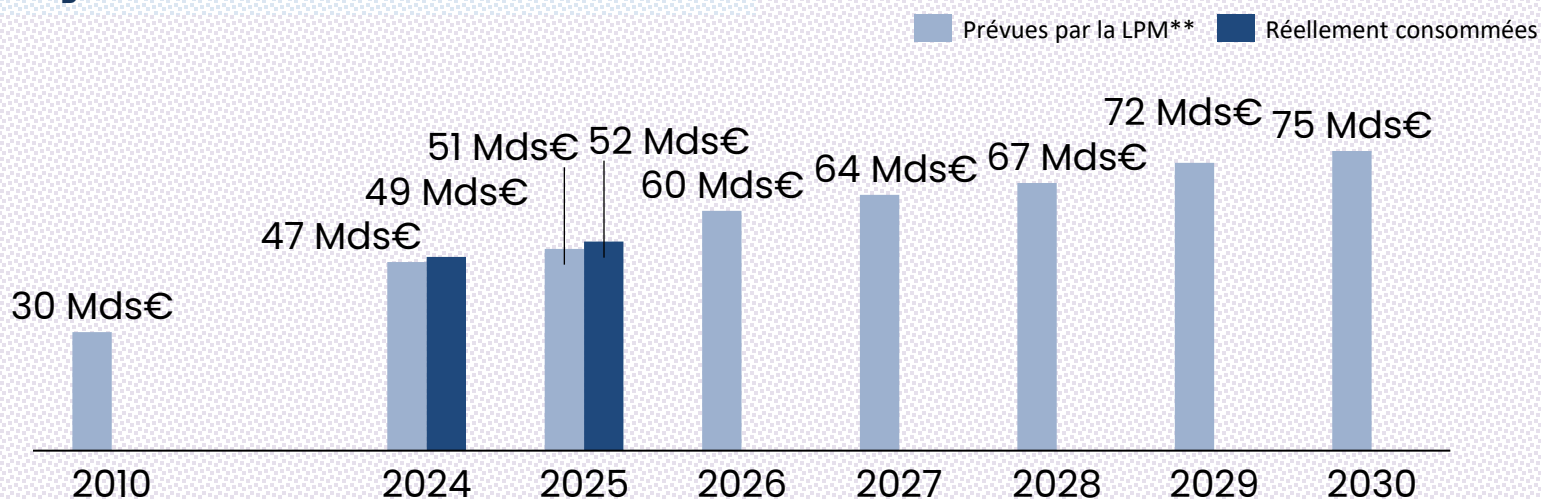
Alexandre Lahousse, Directeur général adjoint de la DGA, salon Eurosatory (juin 2024)



Face à ces enjeux, les pouvoirs publics renforcent leur action autour de plusieurs leviers complémentaires : soutien aux fonds propres et à la trésorerie via des dispositifs publics et fonds dédiés, mobilisation d'acteurs comme Bpifrance et la Caisse des Dépôts, élargissement de la base d'investisseurs privés, et renforcement du dialogue entre industriels et acteurs financiers.

L'objectif est d'adapter les capacités de financement à la nouvelle phase de croissance de la BITD, afin de permettre aux entreprises – en particulier les PME et ETI – d'accompagner durablement la montée en cadence du secteur.

ZOOM sur LA CIBLE DE DÉPENSES MILITAIRES FRANÇAISES ET EUROPÉENNES*

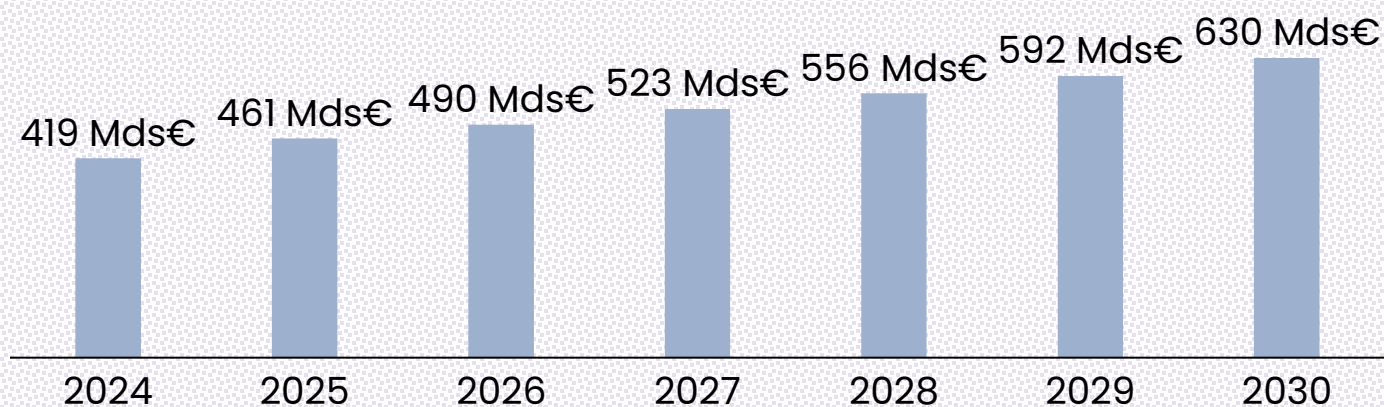


3,5 %

du PIB consacrés à l'effort de défense
d'ici 2035 (**contre 2% aujourd'hui**)

17,5 Mds€

d'augmentation du **carnet de
commandes** prévue d'ici 2030



+ 1,5 %

de dépenses de défense
supplémentaires (en % de
PIB) permises par
**l'assouplissement du cadre
budgétaire européen**

150 Mds€

prévus par l'Allemagne en
2029 pour ses dépenses de
sécurité et de défense, **soit le
double du budget prévu en
2024**

800 Mds€

prévus d'ici 2030 à l'échelle
européenne par le plan
« ReArm Europe » afin de
relocaliser et sécuriser les
chaînes d'approvisionnement
stratégiques

Cette accélération est-elle conjoncturelle ou durable ?

La montée en puissance récente de la BITD s'inscrit dans une transformation durable du contexte stratégique européen, caractérisé par une hausse des efforts de défense et des investissements.

La montée de la menace russe, le désengagement relatif des États-Unis, la fragilisation des chaînes d'approvisionnement et la généralisation des conflits hybrides redéfinissent les priorités de défense du continent.

Ces quatre facteurs convergent vers un même constat : l'Europe doit renforcer dans la durée ses capacités militaires, industrielles et technologiques. Ils permettent ainsi de comprendre les moteurs du réarmement en cours et d'en apprécier le caractère durable.

1. La menace russe

La guerre en Ukraine constitue un point de rupture majeur pour la sécurité européenne. Elle s'inscrit toutefois dans une trajectoire plus ancienne de réaffirmation de puissance de la Russie, déjà visible avec la guerre en Géorgie en 2008 puis l'annexion de la Crimée en 2014.

Depuis 2022, la Russie a engagé un effort de réarmement massif et durable. Ses dépenses militaires atteignent près de 129 Mds€ en 2025, soit environ 7 % de son PIB, contre 5,6% en 2024. Cette dynamique traduit une économie désormais largement orientée vers l'effort de guerre.

La fin de la guerre en Ukraine ne marquerait pas pour autant la disparition de cette menace. Dans ce contexte, le risque d'une confrontation plus directe avec la Russie ne peut être écarté.



La Russie aujourd'hui se prépare à une confrontation à l'horizon 2030 avec nos pays.

Elle est convaincue que l'Europe est son ennemi existentiel.

Général Mandon, Chef d'État-major des armées, Discours au congrès des Maires (novembre 2025)



En réponse, l'OTAN a renforcé son flanc Est, notamment à travers le déploiement de huit groupements tactiques multinationaux, illustrant une évolution durable de la posture de défense en Europe.

Face à cette évolution, les pays européens ont acté la nécessité de renforcer leur autonomie stratégique et leurs capacités de défense. La menace russe constitue désormais un moteur structurel du réarmement européen, au-delà du seul cycle de la guerre en Ukraine.



2. Le désengagement américain en Europe

Le repositionnement stratégique des États-Unis constitue un second facteur structurant de l'évolution récente des politiques de défense européennes.

Depuis plusieurs années, les États-Unis concentrent progressivement leurs priorités stratégiques sur l'Indo-Pacifique, dans un contexte marqué par la montée en puissance militaire et technologique de la Chine. Cette réorientation mobilise une part croissante des ressources américaines, auxquelles s'ajoutent les engagements persistants au Moyen-Orient.

Cette évolution ne relève pas d'un ajustement ponctuel, mais d'une tendance de fond. Initiée sous l'administration Obama avec le "pivot to Asia", elle s'est confirmée sous Joe Biden, qui a identifié l'Indo-Pacifique comme une région critique pour l'avenir des États-Unis, avant d'être prolongée sous Donald Trump, dont l'administration a réaffirmé la priorité donnée à la compétition stratégique avec la Chine.

20 000

Soldats américains retirés en Europe entre 2023 et 2025

Cette réorientation se traduit également par une réduction progressive de la présence militaire américaine en Europe, avec environ 20 000 soldats américains retirés entre 2023 et 2025, auxquels s'ajoute la menace récente d'un retrait supplémentaire de 5 000 soldats en Allemagne.

Elle s'accompagne d'un rééquilibrage progressif de l'effort au sein de l'OTAN : la part des États-Unis dans les dépenses de défense de l'Alliance est passée d'environ 72% en 2009 à 62% aujourd'hui, soit une baisse d'environ 10 points.

- 10 points

De part des États-Unis dans l'effort de défense de l'OTAN depuis 2009, passée de 72% à 62%

Dans ce contexte, les pays européens sont amenés à renforcer durablement leur autonomie stratégique et leurs capacités de défense, afin d'assumer une part croissante de leur propre sécurité.

Depuis plus de 10 ans les administrations américaines successives ont annoncé et entamé un redéploiement militaire massif vers l'Asie au détriment de l'Europe

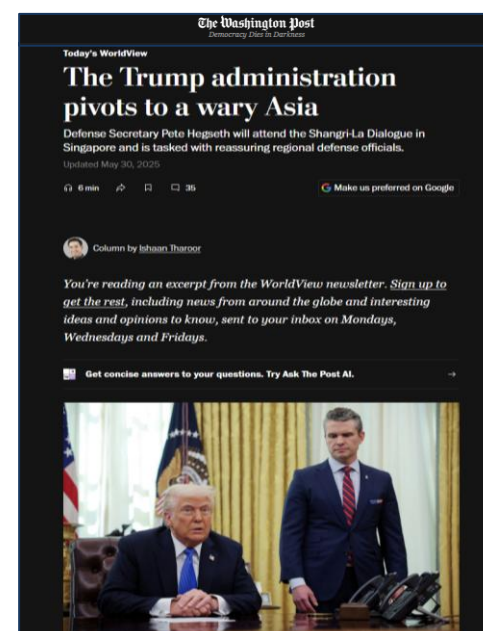
Avril 2014



Août 2024



Mai 2025



Sources : Maison Blanche, OTAN, Chambre des représentants, ministère de la Guerre américain, New York Times, Washington Post

3. La sécurisation des chaînes d'approvisionnement

La fragmentation croissante des chaînes logistiques mondiales constitue un troisième facteur de transformation durable pour l'industrie de défense.

Les tensions géopolitiques et commerciales poussent les États à sécuriser leurs intérêts industriels, tandis que certaines dépendances critiques – matériaux stratégiques, composants électroniques, titane, semi-conducteurs ou ressources fortement dominées par certains États – deviennent des vulnérabilités majeures pour la BITD.

Dans ce contexte, les approvisionnements les plus critiques doivent être sécurisés, diversifiés et, lorsque cela est possible, relocalisés. Cette évolution impose une transformation des chaînes de valeur, avec un accent renforcé sur la résilience industrielle, la souveraineté des approvisionnements et la maîtrise des dépendances critiques.

Elle se traduit concrètement par la constitution de stocks de sécurité, la qualification de fournisseurs alternatifs, la relocalisation ciblée de certaines productions et un besoin accru de financement du cycle d'exploitation.

Au-delà des seuls enjeux de défense, cette dynamique soutient une réindustrialisation progressive des chaînes de valeur stratégiques en Europe et renforce durablement les besoins d'investissement industriels de la BITD.



Face aux tensions géopolitiques et aux dépendances extérieures, la DGA travaille à sécuriser la chaîne d'approvisionnement.

Communiqué officiel de la DGA (octobre 2025)



4. La généralisation des guerres hybrides

La généralisation des guerres hybrides constitue un quatrième facteur clé de transformation de l'environnement sécuritaire européen.

Les conflits contemporains dépassent désormais le seul cadre des affrontements conventionnels et combinent des actions militaires classiques avec des opérations de reconnaissance, des cyberattaques, des campagnes de désinformation ou encore l'usage massif de drones.



Conflits conventionnels



Opérations de reconnaissance



Cyber attaques



Guerre informationnelle

Les incursions de drones permettent par exemple de tester les capacités de détection et de défense des États, tandis que les opérations informationnelles et cyber ciblent directement les infrastructures critiques, les institutions publiques et les opinions publiques. Ces formes de conflictualité s'inscrivent dans une logique de pression continue, souvent située sous le seuil d'un conflit ouvert.

Pour autant, ces nouvelles menaces ne remplacent pas les capacités conventionnelles. La guerre en Ukraine illustre au contraire le retour de conflits de haute intensité, reposant sur des volumes importants de munitions, d'équipements lourds et de capacités industrielles de production.

Cette évolution élargit durablement le champ des besoins de défense : aux capacités militaires traditionnelles s'ajoutent désormais des besoins croissants en cyberdéfense, détection, guerre électronique, lutte anti-drone, surveillance et protection des infrastructures critiques.

Pourquoi investir dans les PME de la BITD ?

La résilience de la BITD dépend directement de la solidité de ses PME, en occupant une position stratégique dans la chaîne de valeur. Souvent spécialisées sur des savoir-faire de niche, elles peuvent détenir des positions quasi incontournables sur certains composants, technologies ou procédés critiques.

Leur rôle est d'autant plus déterminant qu'elles sont difficilement délocalisables, pour des raisons de souveraineté, de sécurité des approvisionnements et de protection du secret. Leur ancrage industriel national constitue ainsi un facteur clé de résilience pour l'ensemble de la filière.

350 PME

sont identifiées comme « non substituables » par la DGA

La défaillance d'un seul acteur peut fragiliser la continuité d'un programme, conduisant grands donneurs d'ordre et pouvoirs publics à soutenir ou reprendre certaines entreprises critiques.

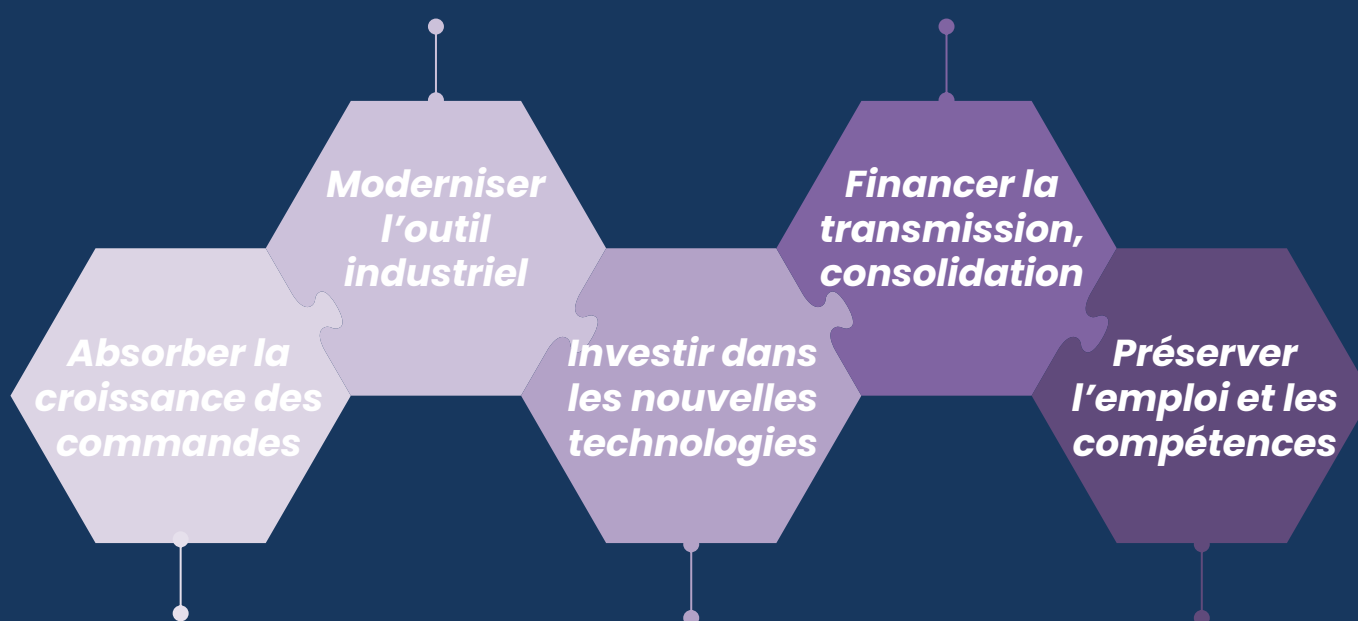
À ces enjeux s'ajoute l'émergence de nouveaux acteurs, portés par l'évolution des besoins opérationnels, l'assouplissement de certaines normes et des opportunités export moins contraignantes.

Dans ce contexte, les PME de la BITD représentent une cible d'investissement attractive : essentielles à la filière, elles font face à des besoins de modernisation, de croissance capacitaire, d'innovation, de transmission et de préservation des compétences critiques.

Cinq besoins en financement des PME

Après deux décennies de sous-investissement, les PME doivent **moderniser un parc industriel vieillissant**, traiter les obsolescences et maintenir les standards de précision, qualité et fiabilité du secteur.

1 800 dirigeants de PME/ETI envisagent une transmission dans les 5 prochaines années, nécessitant des fonds propres pour financer les rachats, structurer les consolidations et préserver les savoir-faire critiques.



La montée en cadence impose aux PME d'augmenter rapidement leurs volumes, en **étendant leurs capacités, automatisant des opérations** et renforçant leurs équipes.

Les PME doivent renforcer leur R&D sur les **nouvelles capacités de défense** — drones, guerre électronique, ou IA embarquée — tout en investissant en cybersécurité et conformité.

La BITD représente **~220 000 emplois directs et indirects en France**, concentrés dans des bassins spécialisés. Sans recapitalisation, des PME risquent de perdre **des savoir-faire rares**.



Répondre à l'augmentation de la demande ne relève pas uniquement des grands donneurs d'ordres : c'est tout un tissu de PME et de fournisseurs qui, sortant d'une période de faible activité, doivent désormais investir, recruter, soutenir financièrement leur croissance, tout en intégrant des standards élevés de qualité

*Olivier Andriès, Directeur général de Safran,
préface de « L'industrie de défense au service des ambitions
françaises » (2025)*



Exemple : Les besoins en investissement d'un soudeur de précision

29

salariés

5,3 M€

de chiffre d'affaires

2000 m²

*taille de son unique
atelier*

01. Renforcer l'outil industriel et agrandir le site

- Financement d'une découpe jet d'eau, d'une fraiseuse conventionnelle et de deux tours de soudage
- Agrandissement et sécurisation de son usine de 2000m2 actuellement

02. Lever la contrainte du stockage

- Installation de six conteneurs pour stocker les sous-éléments

03. Accélérer les recrutements

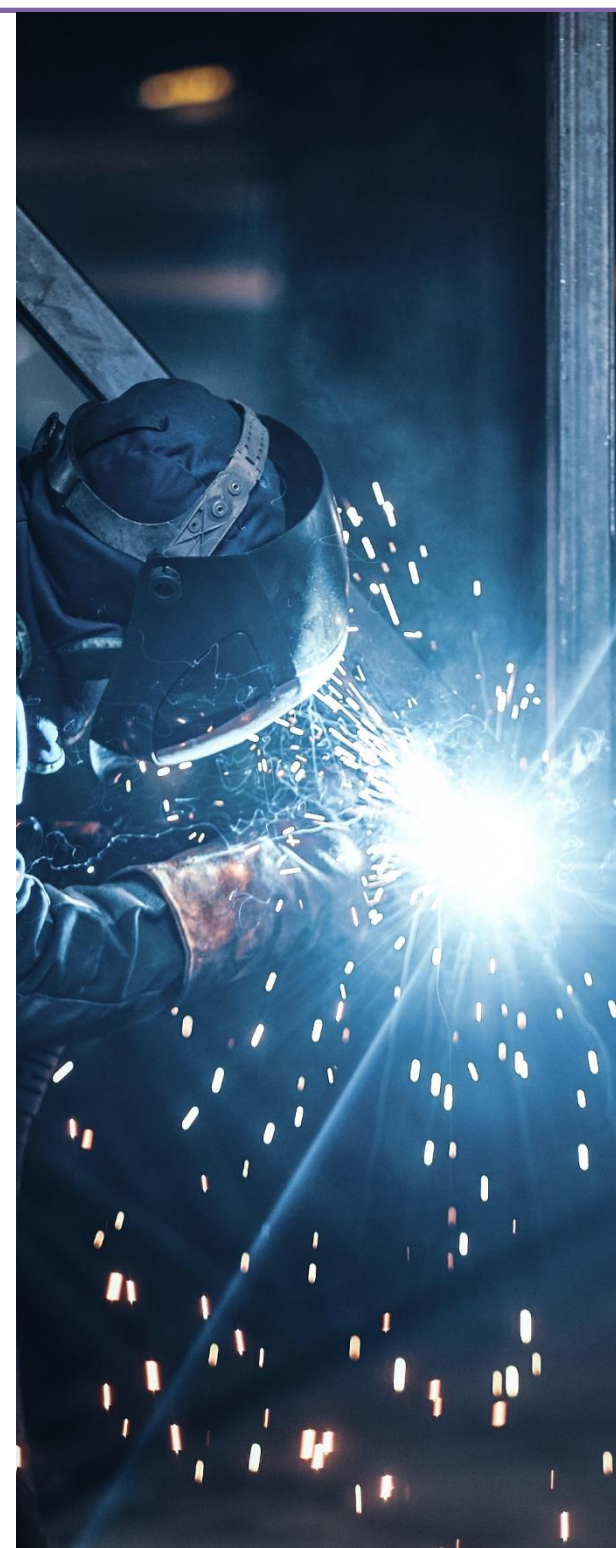
- Doublement des effectifs pour passer à 60 salariés
- Revalorisation des accords d'intéressement dans la politique RH

04. Internaliser

- Internalisation verticale des sous-traitants de traitement de surface pour réduire les goulots d'étranglement

850 k€

de besoin en fonds propres



Conclusion

La BITD française, et plus particulièrement son tissu de PME, entre dans un nouveau cycle industriel avec un déficit historique de financement par le capital privé. Longtemps portée par la commande publique et les grands programmes, la filière s'appuie pourtant sur des PME critiques dont les besoins en fonds propres deviennent désormais centraux pour absorber la montée en cadence. La hausse durable des besoins de défense ne traduit plus un simple pic conjoncturel, mais une transformation structurelle de la demande. Les industriels doivent désormais passer d'une logique de flux tendus à une logique de capacité, de résilience et de souveraineté industrielle.

Dans ce contexte, les moyens publics, même renforcés, ne suffiront pas à couvrir l'ensemble des besoins. Modernisation des outils productifs, montée en cadence, sécurisation des approvisionnements, recrutements, innovation, cybersécurité et transmission nécessitent des financements significatifs, souvent en amont de la croissance du chiffre d'affaires. La DGA souligne à ce titre la nécessité d'élargir la base des investisseurs privés afin de garantir aux entreprises de la BITD, notamment aux PME et ETI, les fonds propres nécessaires à leur changement d'échelle.

Le capital-investissement français apparaît ainsi comme un levier naturel pour accompagner cette montée en puissance. Par son horizon d'investissement, sa capacité à structurer des PME industrielles et son rôle dans les opérations de croissance, de consolidation et de transmission, il peut contribuer directement au renforcement d'un tissu industriel stratégique. La fenêtre d'action est toutefois étroite : sans apport de capital privé dans les 24 à 36 prochains mois, certaines PME critiques pourraient être fragilisées, cédées dans des conditions subies ou disparaître, entraînant une perte durable de savoir-faire pour la souveraineté industrielle française.

Chez Elevation Capital Partners, nous sommes convaincus que le moment est venu d'accompagner les PME de la BITD dans ce changement d'échelle, en devenant un partenaire de référence de leur croissance, de leur structuration et de leur transmission.